

APE

laurent.didier@univ-reunion.fr

Université de La Réunion – CEMOI

le 13/09/2024 - CESER

1

APE ET ZONE OCÉAN INDIEN

- **Sources** : [Accords de partenariat économique \(APE\) | Access2Markets \(europa.eu\)](#)
- [OMC | accords commerciaux régionaux \(wto.org\)](#)
- *ZLE : réduction ou élimination des droits de douane sur les importations entre les Parties (préférence tarifaire à l'importation)*

- **APE - Afrique orientale et australe (AOA)**
 - Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles, Zimbabwe
 - Libéralisation tarifaire (franchise de droit) : respectivement 81%, 96%, 98%, 80%
 - Signature : 2009 ; entrée en vigueur : 2012 ; fin période de mise en œuvre : 2022
 - Article 60 « RUP de la Communauté européenne »

- **APE - Communauté d'Afrique de l'est**
 - Kenya (en attente : Burundi, Rwanda, Tanzanie, Ouganda)
 - Libéralisation tarifaire (franchise de droit) : 82,6% des lignes tarifaires
 - Signature : 2023 ; entrée en vigueur : 2024
 - Article 135 « RUP de la Communauté européenne »

- **APE - Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)**
 - Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Mozambique, Namibie, Swaziland (Eswatini)
 - Libéralisation tarifaire (franchise de droit) : 86% des lignes tarifaires (contre 74% Mozambique)
 - Signature : 2016 ; entrée en vigueur : 2016 ; fin période de mise en œuvre : 2028
 - Article 109 « RUP de la Communauté européenne »

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RUP DANS LES APE

- 1§ : « les parties veillent à **faciliter la coopération** dans tous les domaines couverts par le présent accord ainsi qu'à **développer et améliorer le commerce de biens et de services** existant, à **promouvoir les investissements** et à **encourager les transports et les liens de communication** »
- 2§ : « la **promotion d'une participation conjointe** des Etats [...] et des régions ultrapériphériques aux programmes-cadres et actions spécifiques de la CE dans les domaines couverts par le présent accord »
- 3§ : « **assurer la coordination** entre les différents instruments financiers des politiques de cohésion et de développement de la CE en vue de **promouvoir la coopération** [...] dans les domaines couverts par le présent accord »
- 4§ : « Aucune disposition du présent accord n'empêche la partie CE d'appliquer les mesures existantes visant à remédier à la situation économique et sociale structurelle dans les RUP »

PROFIL DES PAYS (1)

- **Source :** [World Bank Country and Lending Groups – World Bank Data Help Desk](#)
- **Pays à faible revenu (moins 1145\$ RNB/habitant)**
 - Madagascar, Mozambique
- **Pays à revenu intermédiaire inférieur (1146\$-4515\$ RNB/habitant)**
 - Comores, Kenya, Lesotho, Swaziland, Zimbabwe
- **Pays à revenu intermédiaire supérieur (4516\$-14005\$ RNB/habitant)**
 - Afrique du Sud, Botswana, Maurice
- **Pays à revenu élevé (plus de 14006\$ RNB/habitant)**
 - Seychelles

PROFIL DES PAYS (2)

- Source : [OMC | Statistiques - Profils commerciaux \(wto.org\)](https://www.wto.org/fr/statistiques)
- **Afrique du Sud**
 - Produits exportés (> 50%) : minéraux, pierres et métaux précieux, métaux
 - Produits importés (> 50%) : machines, minéraux, produits chimiques
- **Botswana**
 - Produits exportés (> 50%) : pierres et métaux précieux (diamants)
 - Produits importés (> 50%) : minéraux, machines, diamants
- **Kenya**
 - Produits exportés (> 50%) : thé, produits agricoles, fleurs, café
 - Produits importés (> 50%) : produits alimentaires, combustibles, produits chimiques
- **Maurice**
 - Produits exportés (> 50%) : vêtements, poissons, sucre, textiles
 - Produits importés (> 50%) : produits alimentaires, combustibles, produits chimiques
- **Mozambique**
 - Produits exportés (> 50%) : aluminium, charbon, gaz
 - Produits importés (> 50%) : pétrole, machines, produits chimiques
- **Seychelles**
 - Produits exportés (> 50%) : poisson
 - Produits importés (> 50%) : minéraux, machines, métaux, poisson

COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA RÉUNION

- **Source** : [Le chiffre du commerce extérieur - Page d'accueil \(finances.gouv.fr\)](https://finances.gouv.fr)
- Période (hormis 2020) : 2019-2023
- **Exportations**
 - Destinations : France hexagonale + Mayotte > 50% ; UE 15%-20% ; ZOI (Madagascar > Maurice > Comores) : 6%-10% ; hors-UE (dont Inde) : > 25%
 - Produits exportés (25%-35%) : sucre de canne > rhum et alcool > ananas, mangues, etc. > poisson
- **Importations**
 - Fournisseurs : France hexagonale + Mayotte > 55% ; UE 13%-15% ; ZOI (Afrique du Sud > Maurice > Madagascar) : 2%-3% ; hors-UE (dont Singapour, Chine) : 25%-30%
 - Produits importés (20%-25%) : pétrole > voitures de particuliers > médicaments

OPÉRATEURS À L'EXPORTATION – LA RÉUNION

- **Source** : [Le chiffre du commerce extérieur - Page d'accueil \(finances.gouv.fr\)](https://finances.gouv.fr)
- *Opérateur à l'exportation* : une unité légale (n° SIREN) ayant effectué au moins une exportation de biens durant l'année considérée
- **Nombre d'opérateurs à l'exportation**
 - 651 à 440 (entre 2012-2023)
 - 344 à 440 (entre 2021-2023)
 - En 2023 : 45% sont des exportateurs « en place » (c.a.d qui exportent en N et N-1) ; 55% sont des exportateurs « entrants » (c.a.d qui exportent en N et pas en N-1)
 - En 2023 : 40% relèvent du secteur du commerce, 27% de l'industrie, 25% des services, 2,7% de l'agriculture
 - En 2023 : 69% des opérateurs à l'exportation ont moins de 20 salariés
 - En 2023 : respectivement 238 et 109 opérateurs exportent vers l'Afrique (dont 117 et 106 vers Maurice et Madagascar, soit 4,5% et 16,4% des exportations totales) et l'UE
 - 33 opérateurs exportent vers l'Inde, soit 29,8% des exportations totales

COMMERCE DE SERVICES

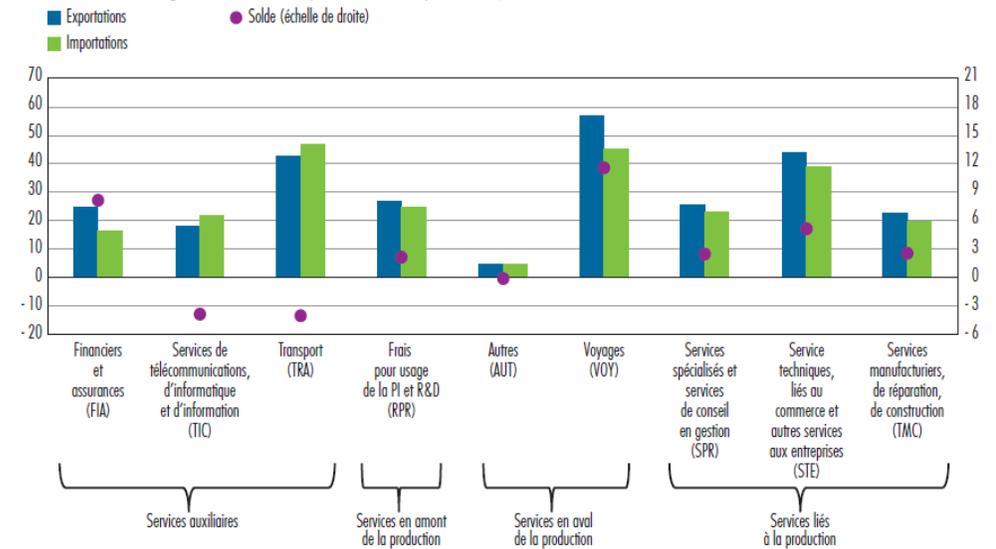
- Source : Banque de France

Décomposition des catégories de services

Niveau fin	Niveau intermédiaire	Présentation synthétique
Frais pour usage de la propriété intellectuelle non inclus ailleurs (n.i.a.)	Frais pour usage de la propriété intellectuelle et recherche et développement (RPR)	Services en amont de la production
Services de recherche et développement		
Services techniques, liés au commerce et autres services aux entreprises	Services techniques, liés au commerce et autres services aux entreprises (STE)	Services liés à la production
Services spécialisés et services de conseil en gestion	Services spécialisés et services de conseil en gestion (SPR)	
Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	Services manufacturiers, de réparation, de construction (TMC)	
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs		
Construction		
Transports	Transport (TRA)	Services auxiliaires
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	Services de télécommunications, d'informatique et d'information (TIC)	
Services d'assurance et de pension	Financiers et assurances (FIA)	
Services financiers		
Voyages	Voyages (VOY)	Services en aval de la production
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	Autres (AUT)	
Biens et services des administrations publiques n.i.a.		

G6 Commerce de services de la France en 2019

(en % du total des échanges de services, exportations et importations)



Notes : Les différentes catégories de services sont ici regroupées en fonction de la manière dont ils s'articulent et s'intègrent au sein du processus de production. L'articulation de ces regroupements avec la présentation standard de la balance des paiements est présentée en annexe 1. Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés sont ici inclus.

PI, propriété intellectuelle. R&D, recherche et développement.

Source : Banque de France, balance des paiements.

TAUX D'UTILISATION PRÉFÉRENTIELLE (1)

- **Source** : https://policy.trade.ec.europa.eu/enforcement-and-protection/implementing-and-enforcing-eu-trade-agreements_en
- Taux d'utilisation préférentielle : importations avec tarifs préférentiels appliqués / importations éligibles aux tarifs préférentiels
 - Conditionné aux règles d'origine préférentielles
 - Marge préférentielle (différence entre tarif NPF et tarif préférentiel)
- Importations françaises en provenance d'Afrique
 - AOA
 - Taux moyen (2018-2022) : 89% (Madagascar 98% > Seychelles > Maurice > Zimbabwe > Comores 82%)
 - SADC
 - Taux moyen (2018-2022) : de 59% à 70% (Namibie 98% > Swaziland > Mozambique > Afrique du Sud > Lesotho > Botswana 3%)
 - Principalement des produits primaires importés

TAUX D'UTILISATION PRÉFÉRENTIELLE (2)

- **Source** : https://policy.trade.ec.europa.eu/enforcement-and-protection/implementing-and-enforcing-eu-trade-agreements_en
- Taux d'utilisation préférentielle : importations avec tarifs préférentiels appliqués / importations éligibles aux tarifs préférentiels
 - Conditionné aux règles d'origine préférentielles
 - Marge préférentielle (différence entre tarif NPF et tarif préférentiel)
- Importations africaines en provenance de la France
 - Madagascar
 - Taux moyen (2018-2022) : 60% (de 38% à 71%)
 - Max : textiles (> 90%) ; Min : produits chimiques (< 15%)
 - Maurice
 - Taux moyen (2018-2022) : 57% (de 27% à 78%)
 - Max : produits alimentaires (> 80%) ; Min : équipements transport (0%)
 - Afrique du Sud
 - Taux moyen (2018-2022) : 71% (de 66% à 91%)
 - Max : équipements transport (> 80%) ; Min : produits chimiques (> 50%)

APE-CARIFORUM & ANTILLES GUYANE

- **Sources** : [OMC | accords commerciaux régionaux \(wto.org\)](#)
- [World Bank Country and Lending Groups – World Bank Data Help Desk](#)
- **CARIFORUM** : Antigua-et-Barbuda ; Bahamas ; Barbade ; Belize ; Dominique ; Grenade ; Guyana ; Haïti ; Jamaïque ; République dominicaine ; Sainte-Lucie ; Saint-Kitts-et-Nevis ; Saint-Vincent-et-les Grenadines ; Suriname ; Trinité-et-Tobago
 - 54% sont des pays à revenu intermédiaire supérieur, 34% sont des pays à revenu élevé
- **APE-CARIFORUM**
 - Signature/entrée en vigueur : 2008 ; fin période de mise en œuvre : 2033
 - Dispositions relatives aux RUP (contenu identique)
 - Libéralisation tarifaire
 - UE (franchise de droits) : 99,8% des lignes tarifaires
 - CARIFORUM (franchise de droits) : > 70% des lignes tarifaires

COMMERCE EXTÉRIEUR ANTILLES GUYANE

- **Source** : INSEE

[Marché unique Antillais | Portail de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects](#)

- Martinique-Guadeloupe : territoire fiscal unique (TVA, accises, octrois de mer, pas de formalités de dédouanement)
- Proximité avec l'Amérique (Nord, Centrale, Sud)

- **Guadeloupe**
 - Exportations (2023) : > 47% France hexagonale ; 7% UE ; **2% Caraïbes**
 - Produits alimentaires, boissons, réexportations produits pétroliers
 - Importations (2023) : > 57% France hexagonale ; 11,5% UE ; **2,2% Caraïbes**

- **Martinique**
 - Exportations (2023) : > 38% France hexagonale ; **4% Caraïbes** ; 1,5% UE
 - Produits alimentaires, boissons, produits agricoles, pêche
 - Importations (2023) : > 56% France hexagonale ; 10,8% UE ; **1,6% Caraïbes**

- **Guyane**
 - Exportations (2023) : > 82% France hexagonale ; 5% UE
 - Produits industriels, matériels de transport, équipements mécaniques, électriques
 - Importations (2023) : > 57% France hexagonale ; 13,2% UE ; **1,9% Caraïbes**

OPÉRATEURS À L'EXPORTATION – ANTILLES GUYANE (1)

- **Source** : [Le chiffre du commerce extérieur - Page d'accueil \(finances.gouv.fr\)](https://finances.gouv.fr)
- *Opérateur à l'exportation : une unité légale (n° SIREN) ayant effectué au moins une exportation de biens durant l'année considérée*
- **Nombre d'opérateurs à l'exportation (Guadeloupe)**
 - 228 à 235 (entre 2012-2023) ; 206 à 235 (entre 2021-2023)
 - En 2023 : 51% sont des exportateurs « en place » (c.a.d qui exportent en N et N-1) ; 49% sont des exportateurs « entrants » (c.a.d qui exportent en N et pas en N-1)
 - En 2023 : 37,5% relèvent du secteur du commerce, 30,6% de l'industrie, 24,7% des services,
 - En 2023 : 71% des opérateurs à l'exportation ont moins de 20 salariés
 - En 2023 : respectivement 153 et 47 opérateurs exportent vers l'Amérique (dont 19 vers les E.U.A, 8 vers le Canada, 4 vers les Caraïbes) et l'UE

OPÉRATEURS À L'EXPORTATION – ANTILLES GUYANE (2)

- **Source** : [Le chiffre du commerce extérieur - Page d'accueil \(finances.gouv.fr\)](https://finances.gouv.fr)
- *Opérateur à l'exportation : une unité légale (n° SIREN) ayant effectué au moins une exportation de biens durant l'année considérée*
- **Nombre d'opérateurs à l'exportation (Martinique)**
 - 117 à 199 (entre 2012-2023) ; 185 à 199 (entre 2021-2023)
 - En 2023 : 49% sont des exportateurs « en place » (c.a.d qui exportent en N et N-1) ; 51% sont des exportateurs « entrants » (c.a.d qui exportent en N et pas en N-1)
 - En 2023 : 34% relèvent du secteur du commerce, 32% de l'industrie, 29% des services,
 - En 2023 : 66% des opérateurs à l'exportation ont moins de 20 salariés
 - En 2023 : respectivement 137 et 52 opérateurs exportent vers l'Amérique (dont 22 vers les E.U.A, 8 vers le Canada, 10 vers la Dominique, 6 vers le Guyana, etc.) et l'UE

OPÉRATEURS À L'EXPORTATION – ANTILLES GUYANE (3)

- **Source** : [Le chiffre du commerce extérieur - Page d'accueil \(finances.gouv.fr\)](https://finances.gouv.fr)
- *Opérateur à l'exportation : une unité légale (n° SIREN) ayant effectué au moins une exportation de biens durant l'année considérée*
- **Nombre d'opérateurs à l'exportation (Guyane)**
 - 86 à 71(entre 2012-2023) ; 76 à 71 (entre 2021-2023)
 - En 2023 : 38% sont des exportateurs « en place » (c.a.d qui exportent en N et N-1) ; 62% sont des exportateurs « entrants » (c.a.d qui exportent en N et pas en N-1)
 - En 2023 : 25% relèvent du secteur du commerce, 32% de l'industrie, 32% des services,
 - En 2023 : 82% des opérateurs à l'exportation ont moins de 20 salariés
 - En 2023 : respectivement 36 et 17 opérateurs exportent vers l'Amérique (dont 16 vers le Suriname, 4 vers les E.U.A) et l'UE

POINTS D'ATTENTION

- Source : [OMC | accords commerciaux régionaux \(wto.org\)](https://www.wto.org/fr/actualites/actualites/2019/01/20190121_omc_accords_commerciaux_regionaux.htm)
- **Accord de libre-échange entre l'UE et Singapour**
 - Signature/entrée en vigueur : 2019 ; fin période de mise en œuvre : 2024
 - Libéralisation tarifaire (franchise de droits) : 100% pour Singapour, 84,2% pour l'UE
- **Accord de libre-échange entre l'UE et l'Inde**
 - En cours de négociation
- **Accord de libre-échange entre l'UE et la Thaïlande**
 - En cours de négociation
- Comores : adhésion à l'OMC en 2024

QUE RETENIR ?

- La Réunion par rapport aux DROM aux Antilles :
 - une meilleure intégration commerciale régionale en termes d'exportations et d'importations de marchandises ...
 - ... concentrée sur les économies insulaires et ancrée quand même au marché unique européen ...
 - ... mais toujours très dépendante de la France hexagonale (comme les autres DROM)
 - un tissu d'opérateurs à l'exportation plus dense composé principalement de TPE (comme les autres DROM) et davantage tourné vers son espace régional « naturel »
- Dépasser la logique d'une **intégration régionale « de confort »** (Madagascar, Maurice) ...
- ... en passant à une **intégration régionale indianocéanique « stratégique et offensive »** avec des marchés porteurs et en devenir (Afrique du Sud, Kenya, Inde, Singapour, Thaïlande) ...
- ... tout en profitant de son **appartenance à l'UE**
- Privilégier le **commerce de services** comme levier d'intégration régionale et de développement endogène

COMPLÉMENTS

- *Ex-post evaluation of the EPA between the EU and its member states and the SADC EPA states* (11-07-2024, BKP Economic Advisors)
 - Recommandations : Maintenir l'ouverture partielle du marché de l'UE par le biais de **contingents tarifaires** (quotas avec droits à l'importation plus faible) **sur le sucre** en provenance d'Afrique du Sud ; poursuivre le suivi étroit de la production et du commerce du sucre pour La Réunion ; envisager l'aide de l'UE pour la **diversification de la chaîne de valeur du sucre** en Eswatini et au Mozambique d'une manière compatible avec les intérêts de l'industrie sucrière de l'UE (y compris dans les régions ultrapériphériques)
- *Sustainability impact assessment in support of negotiations with partner countries in ESA in view of deepening the existing interim EPA – Report on trade in services, investment, and digital services* (08-03-2021, London School of Economics and Political Science)
- *Sustainability impact assessment in support of negotiations with partner countries in ESA in view of deepening the existing interim EPA – Ex-post evaluation* (01-03-2021, London School of Economics and Political Science)
- *Sustainability impact assessment in support of negotiations with partner countries in ESA in view of deepening the existing interim EPA – Final inception report* (15-10-2020, London School of Economics and Political Science)